



ONU HABITAT

Division de la Coopération Technique et Régionale



PROFIL DE VILLE DE KRIBI



Programme Participatif de l'élaboration des profils urbains dans les pays africains, caraïbes et pacifiques (ACP)

Benoit Mougoué, Elie Tolale, Emmanuel Ngnikam, Emile Tanawa, Gérard Tchouassi, Margaret Andoseh et Sylvie Siyam Siwe ont été en charge de collecter les informations contenues dans ce document et ce, au travers d'entretiens auprès des acteurs clés du secteur urbain et également sur la base des consultations conduites dans les différentes villes du Cameroun. C'est sur la base de ces informations que ce profil national fut ensuite réalisé par Nicolas Maréchal et Kerstin Sommer.

Le projet et le présent rapport furent supervisés par Mohamed El Sioufi, Alain Grimard, Joseph Guiebo, Alioune Badiane, Kerstin Sommer et Gwendoline Mennetrier.

Mise en page: Nicolas Maréchal et Kerstin Sommer.

DÉNI DE RESPONSABILITÉ: Les termes employés et le matériel utilisé dans cette publication ne reflète pas nécessairement les points de vue du Secrétariat des Nations unies ou des diverses organisations qui lui sont liées. Les appellations employées et les informations présentées n'impliquent de la part de l'ONU HABITAT et de son conseil d'administration, aucune prise de position quant au statut juridique des pays concernés, la délimitation de ses frontières, ou compromettant les autorités en place, le système économique établi ou encore le degré de développement. Les analyses, conclusions et recommandations de ce rapport ne reflètent pas non plus nécessairement le point de vue du programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT), son conseil d'administration et de ses États membres.

La présente publication peut être reproduite, entièrement ou en partie, sous n'importe quel format ou support, à des fins éducatives mais non lucratives, sans l'autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur, à la condition qu'il soit fait mention de la source. ONU-HABITAT souhaiterait qu'un exemplaire de l'ouvrage où se trouve reproduit l'extrait lui soit communiqué. La présente publication ne peut être ni revendue ni utilisée à d'autres fins commerciales sans l'autorisation préalable du Programme des Nations unies pour les Établissement Humains.

Publié par le Programme des Nations unies pour les Établissements Humains. Copyright © 2007

HS92507F

ISBN: 978 92 113 190 33

Printing: UNON, Publishing Services Section, Nairobi, ISO 14001:2004-certified

Les publications du Programme des Nations unies pour les Établissement Humains sont disponibles au bureau régional et d'information de l'ONU HABITAT ou directement de:

P.O.Box 30030, GPO 00100

Nairobi, Kenya

Fax: + (254 20) 762 4266/7

E-mail: unhabitat@unhabitat.org

www.unhabitat.org

PROFIL DE LA VILLE DE KRIBI

TABLE DE MATIÈRE

AVANT PROPOS	2	PROFIL DU SECTEUR URBAN DU CAMEROUN – ENVIRONNEMENT	12
PROFIL DE LA VILLE DE KRIBI – MÉTHODOLOGIE	3	PROFIL DE LA VILLE DE KRIBI – ENVIRONNEMENT	14
PROFIL DE LA VILLE DE KRIBI – CONTEXTE	4	PROJET PROPOSES POUR KRIBI	
PROFIL DE LA VILLE DE KRIBI – GOUVERNANCE	6	GOUVERNANCE.....	16
PROFIL DE LA VILLE DE KRIBI – BIDONVILLES.....	8	BIDONVILLES.....	17
PROFIL DE LA VILLE DE KRIBI – GENRE	10	GENRE	19
		ENVIRONNEMENT	20

AVANT-PROPOS

La croissance annuelle de la population urbaine en Afrique Subsaharienne approche les 5%, soit deux fois supérieure à celle des pays d'Amérique Latine et d'Asie. C'est par ailleurs sur ce continent que l'on enregistre la plus forte proportion de citadins résidant dans un bidonville. Aujourd'hui, ils seraient 187 millions de personnes à vivre dans ces conditions, soit pas moins de 72% de la population habitant dans une ville. Tous, rejoignent les métropoles dans l'espoir d'une vie meilleure et si la tendance se confirme, cette population pourrait doubler tous les quinze ans. Les défis auxquels sont confrontées les villes africaines sont donc immenses: il nous faut fournir pour chacun un habitat décent. Ceci implique que ce lieu de vie ait accès aux services urbains de base. En outre, dans la mesure du possible, il nous faut garantir que la construction de ces zones d'habitation préservera l'environnement en même temps qu'elle contribuerait au développement économique de la région.



ONU-HABITAT est l'agence qui la première, porte la responsabilité d'accomplir les objectifs de développement du Millenium (ODM), cible 10 (réduire de moitié le nombre des personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable) et cible 17 (améliorer de manière signifiante, les conditions de vie des habitants des bidonvilles – Au moins, pour 100 millions d'entre eux et ce, d'ici à 2020. L'une des principales stratégies de ONU-HABITAT pour mettre fin à cette crise, est de travailler en partenariat avec la Commission européenne afin de promouvoir en Afrique, dans les Caraïbes et dans les pays du Pacifique, un développement urbain durable. Considérant l'urgence et la multitude des besoins, ONU-HABITAT juge plus que nécessaire la création d'un outil permettant de dresser rapidement le bilan de la situation afin d'établir des priorités sur les actions à entreprendre, sur le court, moyen et long terme. En 2002, toujours dans le cadre de la coopération avec la Commission européenne et afin de fixer les lignes directrices dans la réalisation d'un développement urbain qui soit durable, l'ONU-HABITAT est parvenu et ce, pour la première fois, à réaliser une étude sur le secteur urbain en Somalie. Cette étude consistait à identifier les besoins afin, dans un second temps, de mettre en œuvre trois ambitieux programmes soutenus et financés par un certain nombre de bailleurs de fonds.

En 2004, le Bureau régional de ONU-HABITAT pour l'Afrique et les pays arabes prit l'initiative de développer cette approche afin de l'appliquer à vingt nouveaux pays. Ceci fut alors réalisé en collaboration avec d'autres départements au sein même de l'agence, la Branche en charge du développement

urbain, la Section environnement urbain, l'Observatoire urbain global, le Programme pour les établissements humain, le Bureau de gouvernance urbaine, le Bureau politique en genre, le Bureau d'environnement et la Division formation renforcement des capacités. Cette nouvelle approche, réalisée en coopération avec divers bureaux de ONU-Habitat, est connu sous l'acronyme RUSPS (Rapid Urban Sector Profiling for Sustainability) qui pourrait être traduit par: Analyse du milieu urbain (d'une ville et/ou à l'échelle d'un pays) dans la perspective d'un développement durable (de la ville étudiée) Il est maintenant important de préciser, que jamais le RUSPS n'aurait vu le jour sans le concours de l'Italie, de la Belgique et des Pays-Bas. La principale vocation du RUSPS consiste à mieux formuler puis à orienter les politiques consistant à réduire la pauvreté urbaine, à l'échelle locale bien sûr, mais aussi régionale et nationale. Ceci implique qu'il faille évaluer les besoins mais aussi prendre connaissance des opportunités et des défis à relever à l'avenir. Pour ce faire, il est essentiel d'élargir le dialogue avec le plus grand nombre d'acteurs possible et ce, en engageant la responsabilité de toutes les parties prenantes. Notre action consiste donc à identifier les meilleures méthodes à appliquer mais surtout, de les mettre à exécution, en gardant à l'esprit notre but: atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

RUSPS aborde principalement six grands thèmes: la gouvernance, la condition de vie dans les bidonvilles, l'équité entre les sexes, le VIH/SIDA, les services urbains de base et l'environnement. Concrètement, son rôle consiste à travailler à l'élaboration de quatre profils au total, l'un à l'échelle nationale, les trois autres sur des villes préalablement choisies par le pays concerné. Généralement, le choix se porte d'une part sur la capitale ou à défaut, sur la plus importante ville du pays, d'autre part, sur une ville moyenne et une autre enfin, de taille modeste. Sur la base d'entretiens avec les parties prenantes, les profils relatent la situation dans chacune des villes, les informations alors obtenues permettent de produire dans un deuxième temps le profil national, offrant ainsi une vue d'ensemble sur la réalité urbaine du pays. Les consultations réalisées avec les différents acteurs permettent d'établir les priorités. Les informations collectées au niveau des villes ont rendu possible la juste évaluation de la situation à l'échelle du pays, quand bien même des consultations dans les domaines des institutions, de la législation en cours et des finances, au niveau national, constituèrent un complément d'information. C'est ainsi que ces profils devraient permettre d'encourager la création de stratégies à l'échelle des villes mais aussi des pays, mais également la mise en place d'une politique de développement efficace. De plus, la réalisation de ces profils urbains aura rendu plus simple l'analyse et donc la compréhension de la situation dans la sub-région - préalable indispensable pour établir des stratégies et des politiques communes à tra-vers l'identification des besoins réels et des priorités dans ladite région. Enfin, cette démarche permet d'éclairer les agences internationales sur le rôle potentiel qu'elles pourront jouer dans le développement de la zone, notamment en ce qui concerne le renforcement des capacités.

Au Cameroun, la réalisation des profils fut prise en charge par les autorités locales et nationales. La réalisation des profils urbains et du profil national fut, elle, réalisée localement par les villes de Yaoundé, Kribi et Bamenda. Le profil national est la synthèse des conclusions d'un bureau d'études, d'entretiens avec les acteurs clés et d'informations communiquées par les autorités. Les différents participants aux consultations se sont entendus sur la nécessité de délimiter leurs domaines de recherche sur les aspects marquants des problèmes rencontrés dans les villes, à savoir la pauvreté urbaine, les problèmes d'organisation notamment en ce qui concerne la gouvernance, l'accès aux services de base, les différentes formes de discrimination, la pollution etc. Un consensus fut ensuite obtenu sur les interventions prioritaires, sur ce qui devait être entrepris que ce soit sous la forme de programme d'action ou des projets à mettre en œuvre.

Je souhaiterais saluer le travail de monsieur Mohamed El Sioufi qui dans un premier temps, conçut le concept du RUSPS puis, qui prit en charge toute la coordination du projet jusqu'à sa réalisation finale. Je souhaiterais également citer tous les membres du personnel qui ont contribué à la réalisation de ce rapport. Je nommerai entre autres Alioune Badiane, Farouk Tebbal, Clarissa Augustinus, Mohamed Halfani, Lucia Kiwala, Eduardo Moreno, Ole Lyse, Raf Tuts, Gulelat Kebede, Gora Mboup, Joseph Guiebo, Gwedoline Mennetrier, Kerstin Sommer et Nicolas Maréchal.

J'aimerais enfin remercier le ministre d'État chargé du développement urbain et de l'habitat et tous ceux qui ont participé et soutenu cette initiative et les féliciter pour avoir contribué à son succès. J'attends désormais avec impatience de constater, sur le terrain, les progrès qui auront été réalisés au Cameroun.



Anna Kajumulo Tibaijuka

Sous-secrétaire Général des Nations-Unies
et Directrice Exécutive.

UN-HABITAT

METHODOLOGIE

Le but du profil régional du secteur urbain est de contribuer à l'élaboration et à l'exécution de la stratégie de réduction de la pauvreté en milieu urbain aux niveaux local, national et sous-régional.

Au Cameroun, le profil national est établi à partir du profil de trois villes que sont : Bamenda, Kribi et Yaoundé.

Dans la ville de Kribi, une enquête de terrain a été réalisée au cours de laquelle les responsables des services administratifs de la commune, des organisations de la société civile, des responsables administratifs et des services déconcentrés de l'Etat ont été rencontrés pour des entretiens approfondis.

Une fiche questionnaire, établie selon un modèle fourni par ONU-HABITAT, a servi de base à la collecte des données dans chaque ville. A la fin de cette phase, une réunion de restitution a été organisée à l'échelle de la ville avec les responsables de différents services.

Parallèlement, des documents collectés dans les divers organismes au niveau national et local ont permis de compléter

les informations obtenues lors des interviews. Le profil de Kribi réalisé dans le cadre du programme d'appui à la gouvernance urbaine financé par le PNUD et ONU-HABITAT a constitué une importante source d'information.

Le présent rapport est structuré suivant le format proposé pour l'Etude Pays de l'Etude des Profils du Secteur Urbain (RUSPS). En dehors de la partie introductive qui décrit le contexte socio-économique et démographique de la ville, ce rapport comprend cinq parties. La première présente la situation de la gouvernance urbaine à Kribi. Elle porte sur les situations administratives et institutionnelles, ainsi que les acteurs en présence. La seconde partie présente la situation et le contexte de développement des quartiers sous structurés. La troisième montre l'évolution de la notion de genre dans la gestion publique. Elle met aussi en évidence l'évolution du statut de la femme dans le contexte social et culturel de Kribi. La quatrième partie présente la situation de l'environnement. Enfin, des fiches signalétiques des projets identifiées sont proposées. Ces fiches ont été élaborées à l'issue des interviews réalisées avec les différents acteurs.

CONTEXTE

DÉMOGRAPHIE

Alors que l'opération du troisième Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) est en cours, les études réalisées dans la ville montrent que la population de Kribi est en forte augmentation comme le montre le tableau ci-après.

Année	Population	Population urbaine	Densité
1976	27 116	-	-
1987	40 706	21 507	-
2002	55 704	36 836	19,55 ha/km ²

Au regard de ces chiffres, l'arrondissement de Kribi concentre, à lui seul, 43,8% de la population du département de l'océan et presque 80% de la population urbaine avec un taux d'urbanisation qui atteint 52,8%.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Sur le plan économique, la ville de Kribi semble en déphasage avec la réputation que lui attachent les observateurs. En effet, la localité regorge de nombreux hôtels perceptibles à vue d'œil dès l'entrée de la ville. L'existence d'un port maritime et la présence de nombreux services publics confirment l'impression d'une ville de dimension moyenne. Cette idée de départ est cependant contrariée par l'omniprésence de motos taxis, la rareté de taxis autos, l'insuffisance d'infrastructures viables dans les marchés qui en donnent une autre caricature.

TRANSPORT PUBLIC

Le transport public à Kribi est dominé par les moto-taxis. Les quelques rares taxis qui existent desservent uniquement les axes bitumés. La liaison entre Kribi et les principales destinations que sont Douala et Yaoundé est assurée par les autobus gérés par les agences de voyage. On dénombre environ 5 agences de voyages dans la ville. Kribi est aussi dotée d'un port. Le trafic en marchandises est relativement faible comparé aux autres ports du pays.

ÉCLAIRAGE PUBLIC

Seuls quelques grands axes sont éclairés. Mais les coupures sont fréquentes.

ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ

La ville de Kribi est alimentée en énergie électrique à partir d'Edéa. Le courant arrive à Kribi avec une tension d'entrée de 30.000 volts. Il est réparti dans la ville grâce à 37 postes transformateurs. La capacité installée de ces postes est de 2000 kW. On relevait en 2002 près de 4500 abonnés, nombre insuffisant par rapport à la réalité des besoins dans les quartiers populaires.



Restaurant au bord de la plage

ACCÈS À L'EAU POTABLE

Les recensements et les résultats des enquêtes récentes montrent qu'à Kribi, l'approvisionnement en eau des ménages est assuré par : la SNEC (bornes fontaines, eau courante...), les puits, les cours d'eau ou autres. Mais on note la prédominance de l'eau de la SNEC sur les autres sources d'approvisionnement.

预览已结束，完整报告链接和二维码如下：

https://www.yunbaogao.cn/report/index/report?reportId=5_19227

